Débat démocratique

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1491

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les commissions d'éthique sont-elles vraiment nécessaires?

Le débat sur les limites morales de la science échappe à l'opinion publique. Une tendance que dénonce l'écrivain allemand Richard Herzinger dans la *NZZ*.

Le génie génétique, la biotechnologie, l'aide au suicide, pour ne prendre que ces exemples, soulèvent des problèmes éthiques dans la mesure où notre conception traditionnelle de la vie est réinterprétée. L'écrivain allemand Richard Herzinger dénonce la mise en place de multiples commissions d'éthique, des instances qui se substituent au débat politique et confèrent à des «experts» le soin de fixer les limites de la science et de la technique (*Neue Zürcher Zeitung*, 20 et 21 octobre 2001).

Pour cet auteur, on assiste à un mouvement de resacralisation du débat moral. Toute tentative de modifier la conception «chrétienne occidentale» de l'être humain est dénoncée comme un relativisme destructeur et une mise en question des droits fondamentaux de la personne. Cette approche substantielle et métaphysique de la vie méconnaît le fait que le droit à la vie, tel que reconnu par la Déclaration universelle des droits humains, se réfère à la protection de l'individu contre la puissance étatique et d'autres pouvoirs collectifs, dont en particulier les Eglises.

Selon la conception moderne des droits humains, le droit à la vie implique que personne ne peut supprimer la vie d'un autre, mais que chacun peut disposer de sa propre existence.

Sur toutes ces questions de droit à la vie, de dignité de l'être humain, de définition du début de la vie, les autorités, dépassées par la rapidité avec laquelle les connaissances et les possibilités techniques se développent, multiplient les comités et commissions d'éthique. Elles attendent de ces instances «supérieures» une caution morale pour les décisions légales qui leur incombent.

Personne ne nie la nécessité de limites morales à la recherche scientifique et à ses applications. Mais dans une société démocratique, ces limites relèvent des institutions légitimées à prendre les décisions, sous le contrôle d'une opinion publique qui débat librement.

jd

Trajectoires

Ils étaient quatre…

Connaissez-vous ces socialistes qui occupent des fonctions importantes au niveau fédéral pour les trois premiers et au niveau cantonal pour le dernier? Ulrich Gygi à la Poste, Benedikt Weibel aux CFF, Peter Siegenthaler à la direction de l'Administration fédérale des finances et Rolf Ritschard, conseiller d'Etat soleurois.

Dans un article consacré à Peter Siegenthaler, en marge de l'affaire Swissair, le *TagesAnzeiger* permet de mieux connaître ces Alémaniques régulièrement critiqués en Suisse romande parce que membres du parti socialiste, grands commis de l'Etat et faisant preuve de pragmatisme plus que de dogmatisme.

On connaît les origines de Ritschard puisqu'on se souvient de l'ouvrier devenu conseiller fédéral, son père.

Gigy est le fils d'un petit paysan et Siegenthaler d'un tailleur d'uniformes militaires, travaillant à domicile, une catégorie sociale qui avait bien besoin du soutien du SSP-VPOD.

Les quatre ont étudié l'économie à Berne et ont été assistants du Professeur Walter Müller à l'Institut d'économie d'entreprise. Ils cherchent à concilier le plus d'efficacité possible dans la gestion des affaires publiques avec le maintien d'un Etat social.

Ajoutons à ce portrait celui d'un cinquième homme, un Bâlois actif à Zurich: Daniel Vischer, responsable du secteur de l'aviation au SSP-VPOD. Fils d'un recteur de l'Université rhénane, avocat, il a d'abord milité au POCH. Il préside actuellement le groupe des Verts au Grand Conseil zurichois.

Dans quelle mesure, une meilleure connaissance des origines sociales, familiales et politiques des acteurs de notre vie publique faciliterait la recherche de solutions aux problèmes qui se posent en Suisse?

cfp